

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202970]

2 MAI 2013. — Décret portant assentiment à l'avenant du 4 octobre 2012 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'avenant du 4 octobre 2012 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle.

Cet avenant est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 768 (2012-2013), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2013.

Discussion.

Vote.

Avenant à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle.

Vu l'article 35 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis;

Vu le décret du 6 mai 1999 et le décret du conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 concernant l'exercice par la Communauté germanophone des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, modifié par les accords de coopération du 28 décembre 2006 et du 20 septembre 2007;

Vu la loi du 26 juin 2001 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000;

Vu la loi du 10 mai 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du Parlement flamand du 16 juin 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du 16 mars 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 février 2006 portant assentiment à l'Accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 21 décembre 2005 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu la décision du Conseil du 15 juillet 2008 relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres, notamment l'article 1^{er} et plus particulièrement les lignes directrices 17 et 19;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 1^{er} décembre 2011;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 15 septembre 2009;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 15 juillet 2009;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 17 juillet 2009;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 12 juillet 2009;

Vu l'avenant du 30 avril 2010 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle portant sur les moyens 2008, notamment l'article 4 portant sur la prolongation de l'accord de coopération jusqu'au 31 décembre 2009;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions estiment que le développement d'une économie sociale doit être envisagé dans la perspective du développement d'une économie plurielle;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions souhaitent reconfirmer et développer plus avant leurs ambitions et engagements communs tels que précisés dans l'accord de coopération relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, en vue du renforcement et du développement de l'économie sociale et de l'économie plurielle;

Considérant qu'il est essentiel de considérer l'économie dans sa globalité en y intégrant non seulement des objectifs économiques, mais aussi des objectifs sociaux, environnementaux et éthiques. De ce fait, il faut donc veiller à développer des projets qui mettent davantage l'accent sur des objectifs sociaux tels que l'accompagnement, la formation ou l'intégration de publics particulièrement fragilisés au sein de la société. Les parties contractantes soulignent le besoin de nouveaux partenariats constructifs et d'un dialogue social pour le développement de l'économie plurielle;

Considérant que l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle met l'accent sur la valeur des initiatives combinant des objectifs sociaux et une dynamique économique. Ces objectifs sociaux se situent tant au niveau de l'intégration socioprofessionnelle de groupes ciblés qu'à celui du maintien ou du rétablissement de la cohésion sociale, de la promotion de l'égalité des chances, de la recherche d'une société interculturelle, du respect durable de l'environnement, du renforcement des liens entre le nord et le sud, etc.;

Considérant que ces objectifs peuvent être appréhendés comme un défi important pour la vie économique dans sa totalité et que les entreprises peuvent remplir un rôle et une responsabilité importante dans la poursuite d'un développement plus durable;

Considérant que les synergies entre les principes de l'économie classique et ceux de l'économie sociale doivent être explorées, soutenues et stimulées davantage;

Considérant qu'il existe un besoin de disposer de modèles et d'instruments permettant de donner un aperçu objectif de la plus-value tant sociale qu'économique des initiatives prises au sein de l'économie classique et de l'économie sociale;

Considérant que les diverses autorités doivent orienter leur politique de soutien en tenant compte des résultats des analyses susmentionnées;

Considérant que le respect des règles en matière de concurrence doit également être considéré sous cet angle;

Considérant que la poursuite du développement et l'ancrage structurel des services de proximité, en vue de satisfaire des besoins individuels et collectifs au niveau local, permettent une augmentation importante des possibilités d'emploi et que ces services contribuent dans une large mesure au renforcement de la cohésion sociale, principalement en raison de l'approche participative qui leur est caractéristique;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions peuvent et doivent soutenir des initiatives en ce sens dans le respect de leurs compétences respectives;

Considérant qu'il est dès lors souhaitable, dans le cadre d'une harmonisation mutuelle des dispositifs, d'une mise en œuvre coordonnée des moyens budgétaires et d'une élaboration d'un programme de suivi précis des objectifs fixés, que l'Etat, la Communauté germanophone et les Régions concluent un accord de coopération;

Considérant le fait que la poursuite des efforts fournis en matière de mise au travail pour les groupes à risque et en particulier pour les bénéficiaires d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière, entrepris dans le cadre de la loi du 10 mai 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, doivent être encouragés incessamment; que l'économie sociale constitue un lieu approprié à la mise au travail et à l'accompagnement de ce groupe cible; que les efforts des Régions et de la Communauté germanophone en vue d'une poursuite du développement de l'économie sociale doivent immédiatement être soutenus dans le cadre commun de l'accord de coopération; qu'il est essentiel que les réalisations des objectifs de l'accord puissent perdurer de manière continue à travers les initiatives communes à l'Etat fédéral, aux Régions et à la Communauté germanophone; qu'il est essentiel que les moyens que l'Etat fédéral y consacre pour l'an 2009, puissent être libérés rapidement,

L'Etat fédéral, représenté par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie, le Ministre de l'Emploi, le Ministre du Budget, la Ministre de la Justice, chargée de l'intégration sociale, et la Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre compétent pour l'Emploi;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président et en la personne de la Ministre flamande compétente pour l'Economie sociale;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre compétent pour l'économie sociale;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre bruxellois compétent pour l'Economie et l'Emploi,

Convient ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, il est inséré un § 1^{er} *quater*, rédigé comme suit :

« § 1^{er} *quater*. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2009 un montant de € 13.756.704,00 en vue du cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

- 55,7 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;
- 33 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;
- 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;
- 1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone. »

Art. 2. Dans l'article 8 de l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, il est inséré un § 2^{quater}, rédigé comme suit :

« § 2^{quater}. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2009 un montant de € 2.097.538,00 en vue du cofinancement des efforts communs devant être fournis dans le cadre des services de proximité avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

- 55,7 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;
- 33 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;
- 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone. »

Art. 3. Dans l'article 9 de l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, il est inséré un § 3bis, rédigé comme suit :

« § 3bis. Durant une année budgétaire, le montant que les autorités fédérales accordent selon la clé de répartition fixée à l'article 8, § 1^{er} quater, du présent accord de coopération en vue de cofinancer les actions communes dans les régions concernées ou la Communauté germanophone visées à l'article 8 de ce même accord de coopération, ne peut jamais être supérieur au montant réel réalisé par la région concernée ou la Communauté germanophone durant l'année 2009.

Chaque année et, au plus tard, le 31 octobre, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales une prévision des moyens financiers en fonction des initiatives qu'elles souhaitent affecter à l'exécution de l'accord de coopération durant l'année budgétaire suivante. »

Art. 4. Dans l'article 9 de l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, il est inséré un § 4bis, rédigé comme suit :

« § 4bis. Au plus tard le 30 avril 2011, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales un rapport et un aperçu des moyens engagés durant l'année budgétaire 2009. Le rapport présente de manière circonstanciée, pour chaque initiative, les réalisations effectuées, le degré d'accomplissement des objectifs fixés et les résultats concrets obtenus par la mise en œuvre de l'initiative. »

Art. 5. Les parties contractantes s'engagent à maintenir l'application de l'accord de coopération jusqu'au 31 décembre 2010.

Bruxelles, le 4 octobre 2012 en 5 exemplaires originaux (en néerlandais, français, allemand).

Pour l'Etat fédéral :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
Mme M. De BLOCK

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, de la Recherche scientifique et du Commerce extérieur,
B. CEREXHE

Annexe

Pour l'année budgétaire 2009, les montants s'élevaient à :

Budget 2009							
	Aperçu des moyens des Régions durant l'année budgétaire 1999 (point de départ)	Clé de répartition prévue dans l'ACEP pour la répartition des moyens fédéraux	Financement fédéral dans le cadre de l'ACEP en 2009 (€ 13.756.704,00 + € 2.097.538,00)	Cofinancement régional dans le cadre de l'ACEP en 2009 (surplus par rapport au budget 1999)	Apport commun de moyens dans le cadre de l'ACEP en 2009 (fédéral + régional)	Apport de moyens propres à justifier par les régions dans le cadre de l'ACEP pour 2009 (budget 1999 + surplus régional des moyens dans le cadre du cofinancement)	Total minimum de l'apport de moyens pour l'économie sociale (moyens propres de 1999 + moyens totaux fédéraux et régionaux dans le cadre de l'ACEP)
Région flamande	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.830.813,03	€ 8.830.813,03	€ 17.661.626,05	€ 21.579.977,03	€ 30.410.790,05
Région wallonne	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 5.231.900,00	€ 5.231.900,00	€ 10.463.799,99	€ 9.941.876,97	€ 15.173.776,96
Région de Bruxelles-Capitale	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.585.424,24	€ 1.585.424,24	€ 3.170.848,48	€ 2.961.233,30	€ 4.546.657,54
Communauté germanophone	€ 0,00	1,30 %	€ 206.105,15	€ 206.105,15	€ 412.210,30	€ 206.105,15	€ 412.210,30
Total	€ 18.834.950,03	100,00 %	€ 15.854.242,42	€ 15.854.242,42	€ 31.708.484,83	€ 34.689.192,45	€ 50.543.434,86

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/202970]

2. MAI 2013 — Dekret zur Billigung des Nachtrags vom 4. Oktober 2012 zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - Der Nachtrag vom 4. Oktober 2012 zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft wird gebilligt.

Dieser Nachtrag wird vorliegendem Dekret beigefügt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe,

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 768 (2012-2013), Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—
Nachtrag zum Kooperationsabkommen zwischen dem Staat, den Regionen
und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005

Aufgrund des Artikels 35 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere Artikel 4, 6 und 92bis, § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere Artikel 42;

Aufgrund des Gesetzes über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. Dezember 1983, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990, insbesondere Artikel 55bis;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 und des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 10. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund der Gesetzes vom 22. Mai 2003 zur Organisation der Buchführung und Haushalt vom Staat, insbesondere Artikel 121 bis 124;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft, abgeändert durch die Kooperationsabkommen vom 28. Dezember 2006 und vom 20. September 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. Juni 2001 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Mai 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005;

Aufgrund des Artikels 17 des Dekrets des Parlaments von Flandern vom 8. Dezember 2000 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments von Flandern vom 16. Juni 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Wallonischen Region vom 16. März 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005;

Aufgrund der Ordonnanz des Rates der Region Brüssel Hauptstadt vom 23. Februar 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Dezember 2005 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005;

Aufgrund der Entscheidung des Rates vom 15. Juli 2008 über Leitlinien für beschäftigungspolitische Maßnahmen der Mitgliedstaaten, insbesondere Richtlinien 17 und 19;

Aufgrund des Abkommens der Föderalregierung vom 1. Dezember 2011;

Aufgrund der Regierungserklärung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 15. September 2009;

Aufgrund des Abkommens der Regierung von Flandern vom 15. Juli 2009;

Aufgrund des Abkommens der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009;

Aufgrund des Abkommens der Brüsseler Regierung vom 12. Juli 2009;

Aufgrund des Nachtrags vom 30. April 2010 zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft, insbesondere Artikel 4 über die Verlängerung des Kooperationsabkommens bis zum 31. Dezember 2009;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen der Meinung sind, dass die Entwicklung der Sozialökonomie im Hinblick auf die Entwicklung einer Solidarwirtschaft gesehen werden soll;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen ihre gemeinsamen im Kooperationsabkommen über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000 dargelegten Ambitionen und Verpflichtungen bekräftigen und weiterentwickeln wollen, um die Sozial- und Solidarwirtschaft zu stärken und auszubauen;

In Erwägung dessen, dass eine ganzheitliche Betrachtung der Wirtschaft grundlegend ist, bei der nicht nur wirtschaftliche Ziele, sondern auch soziale, umweltbezogene und ethische Aspekte integriert werden. Daher gilt es, Projekte zu entwickeln, bei denen soziale Ziele wie Betreuung, Bildung oder Eingliederung von besonders gefährdeten Zielgruppen in der Gesellschaft im Vordergrund stehen. Die Vertragsparteien unterstreichen die Notwendigkeit neuer, konstruktiver Partnerschaften sowie eines sozialen Dialogs zur Entwicklung der Solidarwirtschaft;

In Erwägung dessen, dass vorliegendes Kooperationsabkommen vor allem den Wert der Initiativen unterstreicht, bei denen soziale Ziele und wirtschaftliche Dynamik miteinander kombiniert werden. Diese sozialen Ziele betreffen einerseits die soziale und berufliche Eingliederung von Zielgruppen und andererseits den Fortbestand bzw. die Wiederherstellung des sozialen Zusammenhalts, der Förderung der Chancengleichheit, des Strebens nach einer interkulturellen Gesellschaft, des dauerhaften Umweltschutzes, der Stärkung der Beziehungen zwischen Nord und Süd, usw.;

In Erwägung dessen, dass diese Ziele als große Herausforderung für das gesamte Wirtschaftsleben angesehen werden können, und dass die Unternehmen eine Rolle und eine wichtige Verantwortung beim weiteren Streben nach einer nachhaltigeren Entwicklung übernehmen können;

In Erwägung dessen, dass die Synergien zwischen den Grundsätzen der klassischen Wirtschaft und denen der Sozialwirtschaft stärker erforscht, unterstützt und angeregt werden müssen;

In Erwägung dessen, dass Modelle und Instrumente erforderlich sind, die einen objektiven Überblick des sozialen und wirtschaftlichen Mehrwerts der im Rahmen der klassischen Wirtschaft und der Sozialwirtschaft ergriffenen Initiativen ermöglichen;

In Erwägung dessen, dass die verschiedenen Behörden ihre unterstützende Politik unter Berücksichtigung der Ergebnisse oben erwähnter Analysen ausrichten müssen;

In Erwägung dessen, dass die Einhaltung der Wettbewerbsvorschriften ebenfalls aus diesem Blickwinkel betrachtet werden muss;

In Erwägung dessen, dass der weitere Ausbau und die strukturelle Verankerung der Nachbarschaftsdienste zur Abdeckung der individuellen und kollektiven Bedürfnisse auf lokaler Ebene eine beträchtliche Steigerung der Beschäftigungsmöglichkeiten eröffnen, und dass diese Dienstleistungen in großem Maße zur Festigung des sozialen Zusammenhalts beitragen, hauptsächlich wegen des für sie kennzeichnenden partizipativen Ansatzes;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen innerhalb ihrer Zuständigkeitsbereiche Initiativen in diese Richtung ergreifen können und sollen;

In Erwägung dessen, dass es daher angebracht ist, dass der Föderalstaat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft im Rahmen einer gegenseitigen Harmonisierung der Bestimmungen, einer abgestimmten Bereitstellung der Haushaltsmittel und einer Ausarbeitung eines genauen Follow-up-Programms der festgesetzten Ziele ein Kooperationsabkommen abschließen;

In Erwägung dessen, dass die weiteren Anstrengungen zur Beschäftigung von Risikogruppen, insbesondere Empfänger eines Eingliederungseinkommens oder einer finanziellen Sozialhilfe, im Rahmen des Gesetzes vom 10. Mai 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005 unverzüglich unterstützt werden müssen; dass die Solidarwirtschaft für die Beschäftigung und die Begleitung dieses Zielpublikums geeignet ist; dass die Anstrengungen der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Hinblick auf eine Weiterentwicklung der Solidarwirtschaft unmittelbar im Rahmen des Kooperationsabkommens unterstützt werden müssen; dass die Verwirklichungen der Zielsetzungen des Abkommens durch die gemeinsamen Initiativen des Föderalstaates, der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft weiter fortgeführt werden; dass die hierfür durch den Föderalstaat zur Verfügung gestellten Mittel für das Jahr 2009 schnell freigesetzt werden können,

Der Föderalstaat, vertreten durch den Vize-Premierminister und Minister für Wirtschaft, die Ministerin für Beschäftigung; den Minister für Haushalt, die Ministerin für Justiz die soziale Integration gehört, und die Staatssekretärin für Soziale Integration

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und in der Person des Ministerpräsidenten und des Ministers für Beschäftigung;

Die Flämische Region, vertreten durch die flämische Regierung und in der Person des Ministerpräsidenten und des flämischen Ministers für Sozialwirtschaft;

Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung und in der Person des Ministerpräsidenten und des Ministers für Sozialwirtschaft;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung Brüssel-Hauptstadt und in der Person des Ministerpräsidenten und des Brüsseler Ministers für Wirtschaft und Beschäftigung,

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - In Artikel 8 des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005 wird ein § 1^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1^{quater} - Gemäß den in Artikel 9 festgesetzten Bedingungen sieht die föderale Behörde für das Haushaltsjahr 2009 einen Betrag von 13.756.704,00 EUR vor für die Kofinanzierung der gemeinsamen Bemühungen, die zusammen mit den jeweiligen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchzuführen sind. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

- 55,7% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt;

- 33% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt;

- 10% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt;

- 1,3% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.»

Art. 2 - In Artikel 8 des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft vom 30. Mai 2005 wird ein § 2^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2^{quater} - Gemäß den in Artikel 9 festgelegten Bedingungen sieht die föderale Behörde für das Haushaltsjahr 2009 einen Betrag von 2.097.538,00 EUR für die Kofinanzierung der im Rahmen der Nachbarschaftsdienste mit den betroffenen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft durchzuführenden gemeinsamen Bemühungen vor. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

- 55,7% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt;

- 33% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt;

- 10% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinsamen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt;

- 1,3% von diesen föderalen Mitteln werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.»

Art. 3 - In Artikel 9 des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft wird ein § 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3bis - Der vom Föderalstaat gemäß Artikel 8 § 1quater dieses Kooperationsabkommens bestimmte Verteilungsschlüssel für die Kofinanzierung der gemeinsamen Initiativen in den betroffenen Regionen oder in der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Jahre 2009 im Sinne von Artikel 8 desselben Kooperationsabkommens kann den durch die Region oder die Deutschsprachigen Gemeinschaft in diesem Haushaltsjahr tatsächlich realisierten Betrag auf keinen Fall übersteigen.

Jedes Jahr und spätestens am 31. Oktober legen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft dem Föderalstaat eine Veranschlagung der Finanzmittel vor, die sie im nachfolgenden Haushaltsjahr im Rahmen des Kooperationsabkommens verwenden möchten.»

Art. 4 - In Artikel 9 des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft wird ein § 4bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4bis - Spätestens am 30. April 2011 übermitteln die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft dem Föderalstaat einen Bericht und einen Überblick über die im Haushaltsjahr 2009 festgelegten Mittel. Dieser Bericht soll für jede Initiative erläutern, was realisiert worden ist, inwiefern die Zielsetzungen erreicht wurden und in welchem Maß die Ausführung der Initiative zum Erfolg geführt hat.»

Art. 5 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, die Anwendung des Kooperationsabkommens bis zum 31. Dezember 2010 zu wahren.

Brüssel am 4. Oktober 2012 in 5 Originaltext(en) (in französischer, niederländischer und deutscher Sprache)

Für den Föderalstaat:

Vize-Premierminister
und Minister für Wirtschaft

J. VANDE LANOTTE

Ministerin für Beschäftigung

Frau M. DE CONINCK

Minister für Haushalt

O. CHASTEL

Ministerin für Justiz

Frau A. TURTELBOOM

Staatssekretärin für Soziale Integration

Frau M. DE BLOCK

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Ministerpräsident

K.-H. LAMBERTZ

Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

O. PAASCH

Für die Flämische Region:

Ministerpräsident,

K. PEETERS

Ministerin für Energie, Wohnungswesen, Städte und Sozialwirtschaft

Frau F. VAN DEN BOSSCHE

Für die Wallonische Region:

Ministerpräsident

R. DEMOTTE

Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und Neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Ministerpräsident

Ch. PICQUE

Minister für Wirtschaft, Beschäftigung, wissenschaftliche Forschung und Außenhandel,

B. CEREXHE

Anhang

Für das Haushaltsjahr 2009 belaufen sich die Beträge auf:

	Budget 2009						
	Überblick der Finanzmittel der Regionen des Jahres 1999 (Ausgangsjahr)	Verteilungsschlüssel zur Aufteilung der föderalen Finanzmittel gemäß Kooperationsabkommen über die Solidarwirtschaft	Finanzmittel des Föderalstaates im Rahmen des Kooperationsabkommens über die Solidarwirtschaft 2009 (€ 13.756.704,00 + € 2.097.538,00)	Kofinanzierung der Regionen im Rahmen des Kooperationsabkommens über die Solidarwirtschaft im Jahre 2009 (Steigerung der Intervention im Vergleich zum Budget 1999)	Gemeinsame Investitionen im Rahmen des Kooperationsabkommens über die Solidarwirtschaft (föderal und regional)	Durch die Regionen zu belegenden Beitrag im Rahmen des Kooperationsabkommens über die Solidarwirtschaft für das Jahr 2009 (Budget 1999 + Steigerung der regionalen Finanzmittel im Rahmen der Kofinanzierung)	Mindestsumme der Investitionen in die Sozialökonomie (Regionale Investitionen des Jahres 1999 + gemeinsame Investitionen, sprich regionale und föderale, im Rahmen des Kooperationsabkommens über die Solidarwirtschaft)
Flämische Region	€ 12.749.164,00	55,70%	€ 8.830.813,03	€ 8.830.813,03	€ 17.661.626,05	€ 21.579.977,03	€ 30.410.790,05
Wallonische Region	€ 4.709.976,97	33,00%	€ 5.231.900,00	€ 5.231.900,00	€ 10.463.799,99	€ 9.941.876,97	€ 15.173.776,96
Region Brüssel-Hauptstadt	€ 1.375.809,06	10,00%	€ 1.585.424,24	€ 1.585.424,24	€ 3.170.848,48	€ 2.961.233,30	€ 4.546.657,54
Deutschsprachige Gemeinschaft	€ 0,00	1,30%	€ 206.105,15	€ 206.105,15	€ 412.210,30	€ 206.105,15	€ 412.210,30
Total	€ 18.834.950,03	100,00%	€ 15.854.242,42	€ 15.854.242,42	€ 31.708.484,83	€ 34.689.192,45	€ 50.543.434,86

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202970]

2 MEI 2013. — Decreet houdende instemming met het aanhangsel van 4 oktober 2012 bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het aanhangsel van 4 oktober 2012 bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie is goedgekeurd.

Dat aanhangsel wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 768 (2012-2013), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2013.

Bespreking.

Stemming.

—
Aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005
tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 4, 6 en 92bis, § 1; ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 en het decreet van de Duitstalige gemeenschapsraad van 10 mei 1999 houdende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 en 58;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, gewijzigd door de samenwerkingsakkoorden van 28 december 2006 en van 20 september 2007;

Gelet op de wet van 26 juni 2001 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie;

Gelet op de wet van 10 mei 2006 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 16 juni 2006 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 maart 2006 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad van 23 februari 2006 houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige gemeenschap van 21 december 2005 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op de Beschikking van de Raad van 15 juli 2008 betreffende de richtsnoeren voor het werkgelegenheidsbeleid van de lidstaten, in het bijzonder artikel 1 meer bepaald richtsnoeren 17 en 19;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 1 december 2011;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 15 september 2009;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 15 juli 2009;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 17 juli 2009;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 12 juli 2009;

Gelet op het avenant van 20 april 2010 aan het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, meer bepaald artikel 4 betreffende de verlenging van het samenwerkingsakkoord tot 31 december 2009;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten van oordeel zijn dat de uitbouw van een sociale economie in het perspectief dient geplaatst van de uitbouw van een meerwaardeneconomie;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten hun gezamenlijk verbintenissen en ambities als bedoeld in het samenwerkingsakkoord voor sociale economie van 4 juli 2000, met het oog op een verdere versterking en uitbouw van de sociale economie en de meerwaardeneconomie wensen te herbevestigen en verder uit te bouwen;

Overwegende dat het belangrijk is de economie in haar globaliteit te beschouwen waarbij niet alleen economische maar ook sociale, ecologische en ethische doelstellingen worden geïntegreerd. Ervan uitgaande dat men moet er ook voor zorgen dat er projecten ontwikkeld worden die de sociale objectieven zoals begeleiding, vorming of integratie van kansengroepen in de maatschappij meer beklemtonen. Onderstrepen de contracterende partijen de noodzaak aan nieuwe constructieve partnerships en een maatschappelijke dialoog voor de ontwikkeling van een zogenaamde meerwaardeneconomie;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord meerwaardeneconomie de waarde beklemtoont van initiatieven die maatschappelijke doelstellingen combineren met een economische dynamiek. Deze maatschappelijke doelstellingen situeren zich zowel op het vlak van de socio-professionele integratie van kansengroepen als op het vlak van het behoud of het herstel van de sociale cohesie, het bevorderen van gelijke kansen, het streven naar een interculturele samenleving, het duurzaam omgaan met het leefmilieu, het versterken van de banden tussen Noord en Zuid, e.a.;

Overwegende dat deze doelstellingen ook kunnen beschouwd worden als een belangrijke uitdaging voor de economie in haar totaliteit en dat ondernemingen een belangrijke rol en verantwoordelijkheid te vervullen hebben in het streven naar een meer duurzame ontwikkeling;

Overwegende de synergieën tussen principes uit de reguliere en de sociale economie beter dienen te worden onderzocht, gesteund en gestimuleerd;

Overwegende dat er nood bestaat aan modellen en instrumenten die zowel de maatschappelijke als de economische meerwaarde van initiatieven binnen de sociale economie en binnen de reguliere economie op objectieve wijze in kaart brengen;

Overwegende dat de diverse overheden hun ondersteuningsbeleid moeten oriënteren rekening houdend met de resultaten van de hierboven vermelde analyses;

Overwegende dat het naleven van de concurrentieregels ook vanuit deze invalshoek dient belicht te worden;

Overwegende dat de verdere uitbouw en structurele verankering van buurt- en nabijheidsdiensten met het oog op het invullen van collectieve of individuele behoeften op lokaal vlak belangrijke groeikansen op het vlak van werkgelegenheid bieden, en tevens een belangrijke bijdrage leveren in het versterken van de sociale cohesie, voornamelijk door hun kenmerkende participatieve aanpak;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten vanuit hun respectievelijke bevoegdheden initiatieven in die zin kunnen en moeten ondersteunen;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten in het kader van een wederzijdse afstemming van de beleidsmaatregelen, een gecoördineerde inzet van budgettaire middelen en een nauwgezette monitoring van de vooropgestelde doelstellingen, een samenwerkingsakkoord sluiten;

Overwegende de omstandigheid dat de voortzetting van de tewerkstellingsinspanningen voor risicogroepen en in het bijzonder voor gerechtigden op maatschappelijke integratie en een financiële maatschappelijke hulp in het kader van de wet van 10 mei 2006 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, onverwijld moeten worden bevorderd; dat de sociale economie-initiatieven voor deze doelgroep een geschikte plaats van tewerkstelling en begeleiding vormen; dat de inspanningen van de Gewesten en de Duitstalige gemeenschap voor de verdere ontwikkeling van de sociale economie onverwijld in het gezamenlijk kader van het samenwerkingsakkoord verder ondersteund moeten worden; dat het essentieel is dat de verwezenlijking van de doelstellingen van het akkoord door de gezamenlijke initiatieven van de federale staat, de gewesten en de Duitstalige gemeenschap zonder onderbreking kan worden verdergezet; dat het essentieel is dat de middelen die daartoe ingezet worden door de federale overheid voor het jaar 2009 onverwijld worden vrijgemaakt,

De federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, de Minister van werk, de Minister van Begroting, de Minister van Justitie belast met Maatschappelijke Integratie, en de Staatssecretaris van Maatschappelijke Integratie;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President, en van de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Vlaamse Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister bevoegd voor sociale economie;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Brusselse Minister bevoegd voor Economie en Tewerkstelling,

Komen het volgende overeen :

Artikel 1. In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, wordt een § 1^{quater} ingevoegd, luidende :

« § 1^{quater}. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2009 door de federale overheid een bedrag van € 13.756.704,00 voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

- 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;
- 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;
- 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 2. In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, wordt een § 2^{quater} ingevoegd, luidende :

« § 2^{quater}. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2009 door de federale overheid een bedrag van € 2.097.538,00 voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren in het kader van de buurt-en nabijheidsdiensten met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

- 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

- 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;
- 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 3. In artikel 9 van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, wordt een § 3bis ingevoegd, luidende :

« § 3bis. Het bedrag dat de federale overheid inzet volgens de in artikel 8, § 1^{quater}, van dit Samenwerkingsovereenkomst bepaalde verdeelsleutel voor cofinanciering van de in artikel 8 van hetzelfde Samenwerkingsovereenkomst, bedoelde gezamenlijke acties in de betrokken Gewesten of de Duitstalige gemeenschap in 2009, kan nooit groter zijn dan de door het betrokken Gewest of de Duitstalige gemeenschap feitelijk gerealiseerde bedrag in dit begrotingsjaar.

Uiterlijk op 31 oktober van ieder jaar leggen de Gewesten en de Duitstalige gemeenschap aan de federale overheid een raming voor van de financiële middelen, in functie van de initiatieven die zij wenst te besteden aan de uitvoering van het samenwerkingsakkoord tijdens het volgende begrotingsjaar. »

Art. 4. In artikel 9 van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie, wordt een § 4bis ingevoegd, luidende :

« § 4bis. Uiterlijk op 30 april 2011 wordt door de Gewesten en de Duitstalige gemeenschap aan de federale overheid een verslag en een overzicht bezorgd van de middelen vastgelegd in het begrotingsjaar 2009. Het verslag moet op een omstandige manier voor elk initiatief de tot stand gebrachte realisaties toelichten, alsook de graad waarin de vastgelegde doelstellingen werden bereikt en de resultaten die dankzij de uitwerking van het initiatief werden behaald. »

Art. 5 : De overeenkomstsluitende partijen verbinden zich ertoe het samenwerkingsakkoord te handhaven tot en met 31 december 2010. ».

Brussel, op 4 oktober 2012 in 5 originele exemplaren (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de Federale Staat :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
Mevr. M. De BLOCK

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,
O. PAASCH

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President,
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Energie, Wonen, Steden en Sociale Economie,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O., Buitenlandse handel en Nieuwe technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Wetenschappelijk onderzoek en Buitenlandse handel,
B. CEREXHE

Bijlage

Voor het budgettaire jaar 2009, zijn de bedragen :

	Budget 2009						Minimum bedrag voor de middelen voor de sociale economie (eigen middelen 1999 + totale middelen federaal en regionaal in het kader van het SAME)
	Overzicht van de middelen van de gewesten voor het budgettaire jaar 1999 (startpunt)	Verdelingsleutel voorzien in het kader van de verdeling van de federale middelen in het SAME	Federale financiering in het kader van het SAME in 2009 (€13.756.704,00 + € 2.097.538,00)	Regionale cofinanciering in het kader van het SAME in 2009 (bijkomende middelen ten opzichte van het budget 1999)	Gezamenlijke bijdrage in het kader van het SAME in 2009 (regionaal + federaal)	Door de gewesten te verantwoorden eigen middelen in het kader van het SAME voor 2009 (middelen 1999 + bijkomende regionale middelen in het kader van de cofinanciering)	
Vlaams Gewest	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.830.813,03	€ 8.830.813,03	€ 17.661.626,05	€ 21.579.977,03	€ 30.410.790,05
Waals Gewest	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 5.231.900,00	€ 5.231.900,00	€ 10.463.799,99	€ 9.941.876,97	€ 15.173.776,96
Brussel Hoofdstedelijk Gewest	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.585.424,24	€ 1.585.424,24	€ 3.170.848,48	€ 2.961.233,30	€ 4.546.657,54
Duitstalige Gemeenschap	€ 0,00	1,30 %	€ 206.105,15	€ 206.105,15	€ 412.210,30	€ 206.105,15	€ 412.210,30
Totaal	€ 18.834.950,03	100,00 %	€ 15.854.242,42	€ 15.854.242,42	€ 31.708.484,83	€ 34.689.192,45	€ 50.543.434,86